

MARIE-JEANNE ROSSIGNOL

NOIRS ET BLANCS CONTRE L'ESCLAVAGE

Une alliance antiesclavagiste ambiguë aux États-Unis
1754-1830



KARTHALA



CIR
ESC

Esclavages

MARIE-JEANNE ROSSIGNOL

NOIRS ET BLANCS CONTRE L'ESCLAVAGE

Une alliance antiesclavagiste ambiguë aux États-Unis
1754-1830

L'abolition de l'esclavage aux États-Unis a une longue histoire, qui trouve son origine dès la période coloniale avant de connaître un tournant en 1754, au début de la guerre de Sept Ans. Aux antiesclavagistes blancs s'ajoutent peu à peu les Noirs libérés dans le Nord, lors de la Révolution américaine. Ils plaident ensemble pour une Déclaration d'indépendance accordant une réelle égalité à tous les Américains. Le succès est alors mitigé, avec des abolitions au Nord et une perpétuation de l'esclavage au Sud. Le début du ^{xix}^e siècle amorce une autre étape dans le combat antiesclavagiste et le mouvement des droits civiques états-uniens. Dans un contexte d'expansion de la culture du coton au Sud et à l'Ouest des États-Unis entraînant une montée des discriminations raciales, de nouvelles mobilisations voient le jour pour résister à l'esclavage.

Comment la pensée antiesclavagiste se forme-t-elle, sur quelles bases religieuses, philosophiques et politiques ? Quelles sont ses évolutions entre le ^{xviii}^e siècle et le début du ^{xix}^e siècle ? Quels sont les procédés mis en œuvre par ses acteurs, Blancs et Noirs, pour combattre le système esclavagiste ? Dans quelle mesure Noirs et Blancs sont-ils de réels alliés ? Ont-ils toujours les mêmes objectifs ?

En s'appuyant sur de nombreux écrits de figures militantes blanches et noires, cet ouvrage interroge et retrace leurs combats jusqu'à la veille de leur rapprochement historique, vers 1830, tout en faisant écho à des clivages et modes de pensées encore d'actualité au sein de la société états-unienne. Il permet aussi de dévoiler des textes qui constituent de nos jours, en France, un pan méconnu de la littérature d'émancipation.

Marie-Jeanne Rossignol est professeure à Université Paris Cité. Spécialiste de l'histoire des États-Unis aux ^{xviii}^e et ^{xix}^e siècles, elle étudie le processus d'abolition de l'esclavage dans ce pays et a publié en 2017 avec Bertrand Van Ruymbeke la traduction éditée de l'ouvrage majeur de l'antiesclavagiste Anthony Benezet, Une histoire de la Guinée (Paris, Société française d'étude du dix-huitième siècle).



LARCA
Laboratoire de Recherches sur les Cultures Anglophones - CNRS UMR 8225



**NOIRS ET BLANCS
CONTRE L'ESCLAVAGE**

Cet ouvrage a été publié avec le soutien du LARCA (Laboratoire de recherches sur les études anglophones - CNRS UMR 8525), du CNL (Centre national du livre) et du CIRESC (Centre international de recherche sur les esclavages et post-esclavages).

LARCA
Laboratoire de Recherches sur les Cultures Anglophones - CNRS UMR 8525

CNL
CENTRE
NATIONAL
DU LIVRE

**CIR
ESC**

Karthala
22-24, bd Arago 75013 PARIS
www.karthala.com
Paiement sécurisé

CIRESC
Campus Condorcet
Bâtiment Recherche Sud
5, cours des Humanités
93322 AUBERVILLIERS CEDEX
www.esclavages.cnrs.fr

Coordination éditoriale: Pierrine MALETTE (CIRESC)
Relecture: Émeline GUIBERT
Conception graphique couverture: Anabell GUERRERO
Conception maquette : Philippe CAMUS
Mise en pages de l'ouvrage: Virginie TEILLET

Illustration de couverture: « Nightlife in Philadelphia - an Oyster Barrow in Front of the Chestnut Street Theatre », 1811-ca.1813, attribué à John Lewis Krimmel.
SOURCE: image du « Public Domain » du Metropolitan Museum of Art de New York.

© Éditions Karthala et CIRESC, 2022
dépot légal : 4^e trimestre 2022
ISBN : 978-2-8111-2997-2
ISSN : 2111-0255

MARIE-JEANNE ROSSIGNOL

Noirs et Blancs contre l'esclavage

Une alliance antiesclavagiste
ambiguë aux États-Unis
1754-1830

Esclavages



Esclavages

Cette collection est née en 2010 de l'association entre le Centre international de recherches sur les esclavages et post-esclavages (CIRES) du CNRS et les éditions Karthala. C'est la seule en France qui soit consacrée à la question des traites, des esclavages, des situations d'esclavages et/ou de leurs héritages contemporains. Elle souligne l'importance des représentations racialisées, qu'elles soient construites, héritées, réactualisées, revendiquées. Elle publie les recherches les plus récentes comme des traductions d'ouvrages classiques.

Directrice de la collection : Myriam COTTIAS

Comité éditorial: António de ALMEIDA MENDES, Cédric AUDEBERT, Marie-Pierre BALLARIN, Magali BESSONE, Klara BOYER-ROSSOL, Audrey CÉLESTINE, Élisabeth CUNIN, Céline FLORY, Ary GORDIEN, Nicolas MARTIN-BRETEAU, Dominique ROGERS, Marie-Jeanne ROSSIGNOL, Romy SANCHEZ

Éditrice : Pierrine MALETTE

www.esclavages.cnrs.fr / contact : ciresc.redaction@cnrs.fr

DANS LA COLLECTION «ESCLAVAGES»

Myriam COTTIAS, Élisabeth CUNIN & António de ALMEIDA MENDES (éd.), *Les traites et les esclavages. Perspectives historiques et contemporaines*, 2010.

Richard PRICE, *Peuple Saramaka contre État du Suriname. Combat pour la forêt et les droits de l'homme*, 2012.

Jean HÉBRARD, *Brésil. Quatre siècles d'esclavage. Nouvelles questions, nouvelles recherches*, 2012.

Christine CHIVALLON, *L'esclavage, du souvenir à la mémoire. Contribution à une anthropologie de la Caraïbe*, 2012.

Henri MÉDARD, Marie-Laure DERAT, Thomas VERNET & Marie-Pierre BALLARIN (éd.), *Traites et esclavages en Afrique et dans l'océan Indien*, 2013.

Olivier LESERVOISIER & Salah TRABELSI, *Résistances et mémoires des esclavages. Espaces arabo-musulmans et transatlantiques*, 2014.

Élisabeth CUNIN, *Administrer les étrangers au Mexique. Migrations afrobrésiliennes dans le Quintana Roo (1902-1940)*, 2014.

Gaetano CIARCIA, *Le revers de l'oubli. Mémoires et commémorations de l'esclavage au Bénin*, 2014.

Sandra CARMIGNANI, *Mémoires de l'esclavage et créolité. Le patrimoine du Morne à l'île Maurice*, 2017.

Paul LOVEJOY, *Une histoire de l'esclavage en Afrique. Mutations et transformations (XIV^e-XX^e siècle)*, 2017.

Dominique ROGERS & Boris LESUEUR, *Sortir de l'esclavage. Europe du Sud et Amériques (XIV^e-XIX^e siècle)*, 2018.

Dominique ROGERS & Boris LESUEUR, *Libres après les abolitions ? Statuts et identités aux Amériques et en Afrique*, 2019.

Hebe MATTOS, *Les couleurs du silence. Esclavage et liberté dans le Brésil du XIX^e siècle*, 2019.

Sue PEABODY, *Les enfants de Madeleine. Famille, liberté, secrets et mensonges dans les colonies françaises de l'océan Indien*, 2019.

Marie-Albane de SUREMAIN & Éric MESNARD, *Enseigner les traites, les esclavages, les abolitions & leurs héritages*, 2021.

Jean-Pierre LE GLAUNEC, *Esclaves mais résistants. Dans le monde des annonces pour esclaves en fuite. Louisiane, Jamaïque, Caroline du Sud (1801-1815)*, 2021.

Martin KLEIN, *Esclavage et pouvoir colonial en Afrique occidentale française*, 2021.

Malick GHACHEM, *L'Ancien Régime et la Révolution haïtienne*, 2022.

Annie FITTE-DUVAL (dir.), *Droit et esclavages. Théorie et pratiques en Afrique et dans les Amériques (XV^e-XIX^e siècles)*, 2022.

DANS LA COLLECTION «ESCLAVAGES DOCUMENTS»

Dominique ROGERS (dir.), *Voix d'esclaves. Antilles, Guyane et Louisiane françaises, XVIII^e-XIX^e siècle*, 2016.

Georges B. MAUVOIS, *Les Marrons de la mer. Évasions d'esclaves de la Martinique vers les îles de la Caraïbe (1833-1848)*, 2017.

Jessica BALGUY, *Indemniser l'esclavage en 1848 ? Débats dans l'Empire français du XIX^e siècle*, 2020.

Magali BESSONE & Myriam COTTIAS (dir.), *Lexique des réparations de l'esclavage*, 2021.

« Que les opprimés soient libérés, que tous les jougs soient brisés. »

« Pétition de Absalom Jones et de soixante-treize autres,
le 30 décembre 1799 », dans John Parrish, *Remarks on the Slavery
of Black People Addressed to the Citizens of the United States...*

Philadelphie, Kimber, Conrad and Co., 1806, p. 50.

« Je dois faire remarquer à mes frères qu'à la fin de la première Révolution de ce pays avec la Grande-Bretagne, il n'y avait que treize États dans l'Union, et qu'il y en a à présent vingt-quatre, dont la plupart sont des États esclavagistes. Les Blancs nous traînent enchaînés et menottés en direction des nouveaux États et Territoires, pour y travailler dans leurs mines et leurs fermes afin de les enrichir. Des millions d'entre eux croient fermement que comme nous sommes un peu plus foncés qu'eux, nous leur avons été légués pour toujours par le Créateur, à eux et à leurs enfants, comme si nous étions un troupeau de *bêtes*. »

David Walker, *L'appel de Walker en quatre articles*, Boston, 1830, p. 19.

Remerciements

Une bourse Fulbright m'a permis d'entamer à l'automne 2006 le travail de défrichage du projet à la Library Company de Philadelphie (où je suis ensuite souvent retournée, merci Jim Green), comme au McNeil Center of Early American Studies de l'université de Philadelphie (où j'étais *Fulbright fellow*). À Philadelphie, je dois également remercier Arnaud Courgey et les bibliothécaires du Haverford College qui m'ont apporté des aides précieuses à distance. En 2012, j'ai fait évoluer la problématique initiale du livre grâce à une rencontre déterminante avec Adam Rothman (à Brest, merci Jean-Marc Serme). Bertrand Van Ruymbeke m'a accompagnée dans deux projets importants sur Anthony Benezet entre 2013 et 2016, qui m'ont permis d'avancer considérablement dans ma connaissance de l'argumentaire antiesclavagiste colonial des quakers. Un CRCT (Congé pour Recherches et Conversion Thématique) à l'automne 2016 a été l'occasion de rédiger un premier jet du chapitre 1 et une première version du chapitre 2. Je dois remercier Claire Parfait et Michaël Roy d'avoir, en 2018 et 2019, partagé avec moi tout leur savoir sur l'abolitionnisme postérieur à 1830 et sur les récits d'esclaves, une collaboration qui s'est traduite par l'invitation à Université Paris Cité de Manisha Sinha et Richard Blackett, et par de merveilleuses discussions. Enfin, grâce à une bourse de l'International Jefferson Studies Center de Monticello en Virginie en septembre 2019, j'ai pu passer à la rédaction d'un manuscrit complet (merci Andrew O'Shaughnessy). Pendant toutes ces années, le CIRESC (Centre International de Recherche sur les Esclavages et Post-esclavages), dirigé par Myriam Cottias, m'a offert un cadre indispensable pour élargir ma vision de l'esclavage et de l'abolition au-delà de frontières nationales, quelles qu'elles soient, et a pu soutenir certaines de mes missions de recherche. C'est évidemment mon UMR LARCA (Laboratoire de Recherche sur les Cultures Anglophones) de Université Paris Cité qui a majoritairement financé mes recherches et dont je dois remercier l'équipe de direction actuelle (Cécile Roudeau et Jean-Christian Vinel) comme passée (avec une pensée pour nos anciens directeurs précocement disparus François Brunet et Robert Mankin). Enfin, sans le service du prêt interbibliothèques, bien des lectures seraient restées hors de portée. Il me sera sans doute impossible de remercier toutes celles et tous ceux qui m'ont inspirée et soutenue pendant ce long projet, mais je ne voudrais pas oublier

Marcel Dorigny et Bernard Gainot (et l'APECE), Lucia Bergamasco et mes collègues de Redehja, le réseau pour le développement européen de l'histoire de la jeune Amérique.

De même, il me paraît indispensable de glisser un mot de remerciement à mes doctorants et doctorantes, maintenant souvent en poste, dont j'ai eu l'impression de partager l'univers de travail pendant toutes ces années en me lançant dans cette aventure personnelle, comme si je débute en fait une seconde thèse.

L'ensemble des textes traduits dans cet ouvrage le sont par l'auteure, sauf mention contraire.

Introduction

Un premier mouvement des droits civiques

L'aquarelle représentée en couverture de ce livre est l'œuvre de John Lewis Krimmel, un immigrant allemand qui vint s'installer à Philadelphie en 1809. Dans les années suivantes, Krimmel peignit de nombreuses scènes de genre ; on lui doit des instantanés de la vie de tous les jours, scènes de marché, de fêtes, de rue. Les Noirs¹ de la ville sont nombreux à avoir bénéficié de la loi d'émancipation graduelle de 1780 et d'autres Africains-Américains, fuyant le Sud et l'esclavage, les y ont rejoints pour former une communauté dynamique d'hommes et femmes de statut libre². Dans les aquarelles de Krimmel, ils figurent dans leurs occupations habituelles : musiciens populaires, nourrices, ouvriers, petits commerçants et même patrons d'entreprise³. Peu conforme à nos idées reçues sur les relations raciales aux États-Unis lors des premières décennies de la nation, l'image de couverture nous intrigue : le jeune vendeur d'huîtres, un Africain-Américain élégamment vêtu, est en grande conversation avec ses clients, trois jeunes Euro-Américains qui sortent du théâtre et s'éclairent d'une bougie pour profiter de ce médianoche. Un homme plus âgé, légèrement en retrait, avale les coquillages avec avidité. Le sentiment de fraternité interracial qui se dégage de cette scène est en partie trompeur comme on peut l'imaginer : si Philadelphie est bien sûr à l'époque une ville peuplée de très nombreux quakers, pionniers de

1. « Noir » et « Blanc » seront écrits avec une majuscule en début de mot, sur le modèle des nationalités. L'utilisation des termes « Noir » et « Blanc » est expliquée plus loin dans le cadre du contexte historique. « Euro-Américain » est un terme commode qui évite de tout ramener à la couleur de peau des protagonistes et qui fait écho à « Africain-Américain », terme moderne lui aussi. À l'époque, les Noirs américains se qualifiaient souvent d'« Africains ». On peut donc appeler les autres habitants des États-Unis « Euro-Américains ».

2. En 1790, il y avait 1 849 Noirs libres à Philadelphie ; en 1800, plus de 6 000 ; et, en 1810, 8 942 (NASH & SODERLUND 1991 : 170).

3. Pour d'autres aquarelles et huiles de genre peintes par Krimmel, voir le site du Metropolitan Museum of Art à New York [<https://www.metmuseum.org/art/collection/search?q=John+Lewis+Krimmel&sortBy=Relevance&pageSize=0>], et le Philadelphia Museum of Art [<https://philamuseum.org/collection/object/134441>] [dernière consultation décembre 2020].

l'émancipation des esclaves et parmi les premiers militants antiesclavagistes du monde occidental, il n'en reste pas moins que les Africains-Américains récemment libérés ne se voient le plus souvent offrir que des emplois précaires ou peu rémunérés. Domestiques ou marchands ambulants, ils sont déjà en train d'être relégués à une place subalterne dans une société qui évolue progressivement vers une forme de ségrégation *de facto*, en dépit du soutien des réseaux philanthropiques quakers. L'historien James Brewer Stewart a appelé ce phénomène la « modernité raciale » de l'Amérique, à savoir une organisation de la société au sein de laquelle les Noirs sont contraints d'occuper la marche la plus basse de l'échelle sociale (STEWART 1998). Toutefois les Africains-Américains libres du Nord n'entendent pas se contenter de cette position inférieure, de même qu'ils ont constamment protesté, surtout depuis la Révolution américaine, contre le sort qui leur est fait, en tant qu'esclaves, puis en tant que libres, en toute solidarité avec les esclaves du Sud.

Aujourd'hui, alors que nous venons d'assister au grand mouvement de protestation états-unien Black Lives Matter contre les violences policières, et en particulier le meurtre de George Floyd, il paraît nécessaire de rappeler les origines lointaines du militantisme africain-américain. De même que Black Lives Matter a uni au-delà de la communauté noire tous ceux qui considéraient qu'il en allait aussi de l'avenir de la démocratie aux États-Unis, ce livre entend raconter l'histoire des combattants noirs et de leurs alliés blancs contre l'esclavage et pour l'égalité dans la jeune république américaine, un pan d'histoire fondateur sur le plan des idées et des modes d'action méconnu en France. Cependant, comme on le verra, pendant la période étudiée, cette alliance, loin d'être idyllique, ne se traduit jamais par un mouvement commun. Face à une opinion majoritairement raciste, nombre d'antiesclavagistes blancs sont parfois prêts à adopter des solutions inacceptables pour les Noirs, engendrant une forme d'alliance ambiguë. Les Africains-Américains n'hésitent pas alors à protester et à envisager d'autres solutions qui leur paraissent plus appropriées. Comme l'explique Hélène Quanquin au sujet du rôle des hommes dans la lutte pour le droit de vote des femmes aux États-Unis, l'étude des alliances entre militants issus des couches plus privilégiées de la société et ceux qui défendent leurs propres droits est une affaire complexe, au XIX^e siècle comme aujourd'hui (QUANQUIN 2021). L'étude de l'action des Noirs et des Blancs contre l'esclavage au sein de la jeune république ne révèle donc pas un bel unanimisme : elle met au jour la détermination des Noirs et les hésitations de leurs alliés blancs dans une période qui doit véritablement être considérée comme une première étape du mouvement des droits civiques aux États-Unis (MASUR 2021).

Quelles que soient les fragilités de cette alliance, il n'en reste pas moins que, pendant toute cette période, l'opposition à l'esclavage est au cœur des

débats parlementaires et politiques nationaux, voire locaux, et non seulement des discussions d'associations philanthropiques. Ainsi, dès son installation, la « démocratie américaine est en crise » (RILEY 2016). Une crise existentielle dont on peut facilement résumer les termes, bien connus des historiens, qui continue cependant de les occuper : comment une nation fondée sur le principe d'égalité des Hommes, inscrit dès les premières lignes de la Déclaration d'indépendance, a-t-elle pu mettre quatre-vingt-neuf ans, de 1776 à 1865, avant de proclamer l'abolition de l'esclavage, alors qu'un premier État l'interdisait dès 1777, et que de nombreux autres suivirent cet exemple (RAEL 2015)⁴? Les Américains faisaient-ils preuve d'hypocrisie? Dans quel passé colonial lointain s'ancre ce paradoxe qui paraît particulièrement américain (MORGAN 2005 [1975])?

Dès son titre (*Noirs et Blancs contre l'esclavage*), ce livre recourt à des catégorisations (Noirs et Blancs) dont l'utilisation suscite parfois un certain malaise chez les lectrices et lecteurs français. Comme le rappelle Cécile Coquet-Mokoko dans son ouvrage consacré aux mariages interraciaux en France et aux États-Unis (Alabama), les deux pays ont une histoire bien différente sur ce plan. En France, la « race » n'existe officiellement pas, et toute référence à ce critère de catégorisation sociale a été rayée de la Constitution en 2018 (COQUET-MOKOKO 2020 : 5). Cependant, il s'agit là d'un dilemme français : plutôt que de prétendre ignorer les phénomènes existants de catégorisation raciale, mieux vaudrait les « saisir pour les déconstruire », conseille Magali Bessone (BESSONE 2013 : 11). La question, assurément, continue de faire débat.

Aux États-Unis, la catégorisation de différents groupes humains (Noirs, Blancs, Amérindiens), de même que l'utilisation du terme « race » pour renvoyer à un groupe ou un autre, sont bien repérables dès les premiers temps de la nation, alors même que cette dernière se définit, à l'instar de la France, comme une république fondée sur des droits de l'homme universels. Les premiers intellectuels africains-américains ont très vite analysé le processus de racialisation à l'œuvre. Le mathématicien Benjamin Banneker, en 1791, sait bien qu'il existe un « préjugé [...] presque universel contre ceux de ma couleur de peau ». Les Noirs sont, selon lui, une « race d'êtres » qui « ont longtemps souffert de l'animosité et de la censure du monde [...] on nous a longtemps considérés comme des brutes plutôt que comme des humains »

4. « Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par leur Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur », Déclaration d'indépendance des États-Unis, 4 juillet 1776. Disponible en ligne sur Wikisource [dernière consultation décembre 2020].

(BANNEKER 1986 [1791]). La «race» noire est donc la résultante de plusieurs phénomènes aux yeux mêmes des Africains-Américains : le passé de l'esclavage, un phénotype particulier et un «préjugé» durable. Tous ces éléments les constituent en une communauté distincte dont les membres font l'expérience de la discrimination et de l'infériorisation au quotidien. Ainsi le terme de «race», dont le sens évolue tout au long du XIX^e siècle, signifie-t-il pour eux essentiellement le groupe qu'ils forment face à une majorité de plus en plus hostile.

Sans entrer dans les détails d'une anthropologie historique très bien racontée ailleurs (BAY 2000), les Noirs américains de statut libre (qui utilisent également l'appellation «Africains» dans les premières décennies suivant leur émancipation), si attachés soient-ils à l'universalisme et à l'égalité des Hommes, sont progressivement obligés de reconnaître que les Blancs ne leur font pas une place égale dans la société, les condamnant ainsi par exemple à s'organiser en églises et en écoles séparées. L'appellation «Blancs» n'est d'ailleurs pas utilisée simplement par les Noirs, comme le rappelle David Walker, un Africain-Américain auteur d'un pamphlet virulent publié pour la première fois en 1829. Elle se retrouve en 1787 sous la plume de l'auteur de la Déclaration d'indépendance, Thomas Jefferson.

Dans un des premiers écrits états-unien affirmant l'infériorité des Noirs, largement diffusé, Jefferson distingue les esclaves de son pays, rarement émancipés, des esclaves de la Rome antique qui, eux, «sont de la race des Blancs» et parmi lesquels se distinguent des philosophes et des poètes affranchis tels Épictète et Tércence. Si les Noirs des États-Unis ne sont pas affranchis (du moins en Virginie), c'est donc qu'ils n'appartiennent pas à la «race des Blancs», race supérieure, postule Jefferson (WALKER 1830 : 18). Pour lui, il existe bien deux races, des Noirs et des Blancs, qui ont chacun leur place dans la société, des places différentes évidemment. Dès la fondation de la nation, «Noirs», «Blancs» et «race» sont des termes qui informent le débat public aux États-Unis.

Les dates choisies pour borner cette étude, 1754 et 1830, représentent des repères majeurs dans l'histoire des États-Unis et plus particulièrement, dans l'histoire de l'antiesclavagisme états-unien, voire de l'antiesclavagisme occidental. Même si le livre rappelle les tout débuts de l'antiesclavagisme en Amérique du Nord, à la fin du XVII^e siècle, 1754 est une date charnière. Cette année-là, sur la frontière ouest des colonies britanniques d'Amérique du Nord, débute la «guerre contre les Français et les Indiens», prélude de la guerre de Sept Ans. Dans ce contexte militaire, les quakers pacifistes, soudain impopulaires, se regroupent autour d'une cause à la fois religieuse et morale, l'émancipation des Africains importés en Amérique. À partir de 1688, certains habitants de la Pennsylvanie – colonie fondée par le riche

quaker William Penn – se sont exprimés contre l’esclavage, parfois avec une grande véhémence. Cependant ce n’est qu’en 1754 que la campagne quaker d’abolition de l’esclavage soude cette communauté religieuse et devient l’une de ses thématiques philanthropiques privilégiées. La campagne antiesclavagiste initiée par les quakers de Pennsylvanie, et en particulier par Anthony Benezet, aura d’immenses répercussions dans les colonies britanniques mais également dans le monde atlantique (en Grande-Bretagne mais aussi en France).

En 1830, après des décennies de combats difficiles, durant lesquels Noirs et Blancs ont lutté pour la liberté au sein d’une nation en pleine mutation, plutôt séparément mais en collaborant souvent, les antiesclavagistes noirs et blancs sont à la veille d’un rapprochement historique dans le contexte nouveau d’un mouvement de « réforme » sociale émergent. Droits des femmes, anti-alcoolisme, pacifisme, abolition de l’esclavage : la remise en cause concernera de nombreux aspects de la société (WALTERS 1997). Pourtant l’heure n’est pas encore à l’optimisme : les Noirs libres s’organisent cette année-là en Convention nationale et s’interrogent sur l’opportunité de quitter le pays pour le Canada, tant ils sont de plus en plus mis au ban de la société. De leur côté, beaucoup de militants blancs ont rejoint dans les années 1820 l’American Colonization Society, qui a pour objectif de « renvoyer » les Noirs libres en Afrique, où ils seraient peut-être plus à leur place, pensent-ils. Les signes avant-coureurs du renouveau apparaissent pourtant : cette même année 1830, William Lloyd Garrison, un antiesclavagiste blanc, lance depuis Boston une campagne pour une abolition immédiate et totale de l’esclavage qu’il mènera en collaboration avec les abolitionnistes noirs, une alliance qui se révélera bien plus étroite que tout ce qui avait eu lieu précédemment. C’est à cette date que s’arrête cet ouvrage, avant que ne s’écrive une page nouvelle de l’antiesclavagisme états-unien : l’abolitionnisme immédiatiste, de 1831 à la guerre de Sécession (1861-1865).

L’histoire de l’antiesclavagisme dans la jeune république américaine appartient à la thématique plus large de l’histoire de l’esclavage et de son abolition, l’un des paradigmes explicatifs majeurs de l’histoire des États-Unis, voire actuellement le principal paradigme, d’où l’utilité de ce livre⁵. Plus précisément, cet ouvrage, s’intéressant à une période relativement négligée jusqu’ici en France, documente le rôle important des Noirs dès les débuts du combat

5. Pour l’importance de la question de l’esclavage au sein de la discipline historique comme dans l’espace public nord-américain, voir dès 2003 le discours d’Ira BERLIN, président de l’Organization of American Historians : « L’esclavage a aujourd’hui une plus grande présence dans la vie américaine qu’à tout autre moment depuis la guerre de Sécession » (BERLIN 2004 : 1251).

contre l'esclavage. En examinant les mécanismes du premier mouvement des droits civiques, il cherche plus largement à répondre à la question centrale : pourquoi et comment une république fondée sur des principes de droits universels a-t-elle toléré et même encouragé l'esclavage jusqu'à la guerre de Sécession ?

Ces questions sont au cœur du débat public états-unien aujourd'hui : pour commémorer le débarquement du premier chargement d'Africains sur la côte de Virginie en 1619, le *New York Times* a consacré à l'esclavage et ses conséquences un numéro spécial du *New York Times Magazine* à l'été 2019, un travail coordonné par la journaliste Nikole Hannah-Jones qui reçut le prestigieux prix Pulitzer en récompense de son enquête. Sur la page du journal en ligne consacrée à cette enquête, il est indiqué que depuis 1619, « il n'est rien dans le pays [...] qui n'ait subi l'impact des années d'esclavage qui s'ensuivirent ». Faisant peu de cas de l'immense historiographie qui s'est déployée sur le sujet depuis au moins cent cinquante ans, et qui fut tout d'abord rédigée par des historiens africains-américains, le *New York Times* poursuit en annonçant qu'il est « finalement temps de raconter notre histoire de manière véridique⁶ ».

Des idéaux démocratiques trahis, une économie fondée sur le travail contraint et une ségrégation institutionnalisée, ont fait le lit des différents maux contemporains de l'Amérique, écrivent les essayistes du journal citant l'absence de politique de santé universelle, l'incarcération de masse des Africains-Américains, un régime alimentaire déséquilibré et des différences de revenus persistantes entre Noirs et Blancs. Pour y remédier, selon eux, une histoire véridique de l'esclavage constitue un passage incontournable. Cet accent mis sur l'histoire de l'esclavage comme facteur explicatif de toute l'histoire des États-Unis est particulièrement structurant aujourd'hui, ainsi que le révèle le considérable succès du livre de 2015 de Ta-Nehisi Coates, *Between the World and Me* (traduit en français par *Une colère noire/Lettre à mon fils*), pour qui les problèmes du présent ont leur source dans le passé de l'esclavage et de la ségrégation ainsi que dans l'ignorance de l'histoire. L'ouvrage de Coates, écrit en écho au mouvement Black Lives Matter, s'ajoutait à de nombreuses publications qui avaient souligné les années précédentes qu'en dépit de l'élection de Barack Obama en 2008, la société états-unienne n'était

6. <https://www.nytimes.com/interactive/2019/08/14/magazine/1619-america-slavery.html> [dernière consultation septembre 2019]. Sur les historiennes et historiens africains-américains qui racontèrent l'histoire de leur communauté dès le milieu du XIX^e siècle, voir LE DANTEC-LOWRY, PARFAIT, RENAULT, ROSSIGNOL & VERMEREN 2018. Le dossier du *New York Times* a suscité l'engouement mais aussi la controverse, en raison de certaines inexactitudes factuelles, et d'oppositions sur la vision de l'histoire américaine (SERWER 2019). Pour la version augmentée de ce dossier, voir HANNAH-JONES 2021.

pas devenue insensible à la couleur (*colorblind*) : le préjugé racial et la discrimination continuaient de gangréner la société et l'Amérique n'était pas devenue post-raciale (SUGRUE 2010 ; PERETZ 2013 ; COATES 2016). Depuis 2012, de larges segments du public américain – et le président Barack Obama lui-même – s'indignaient de voir de jeunes Noirs abattus sans le moindre motif par des vigiles ou par la police⁷. En parallèle, le scandale des incarcérations de masse – soit un taux d'incarcération d'Africains-Américains totalement disproportionné au regard de leur part dans la population générale – a été documenté et dénoncé. Des chercheuses et des chercheurs l'ont intégré à un processus historique de discrimination (ALEXANDER 2012 ; KENDI 2016). Pour bien comprendre le mouvement actuel, comme l'ont toujours recommandé les historiennes et historiens noirs, il faut se plonger dans l'histoire : ainsi ce livre propose de remonter aux premières décennies de protestation organisée contre l'esclavage et la discrimination des Noirs aux États-Unis.

Les antiesclavagistes, sociologie et terminologie : radicaux, réformistes-révolutionnaires ou républicains ?

Même si les militants fermement opposés à l'esclavage en raison de leurs convictions religieuses, philanthropiques et politiques (les « radicaux » de Marcus Rediker ou de Manisha Sinha dans sa synthèse majeure) jouent un rôle essentiel dans cette histoire, nombreux sont ceux qui se sont opposés à l'esclavage pour des raisons en partie moins nobles. Tous n'ont pas été des alliés fiables, comme il est suggéré au tout début de l'introduction : en cherchant à mettre fin à l'esclavage, certains avaient peur de possibles insurrections ; d'autres craignaient de voir se multiplier une population noire méprisée. Ces antiesclavagistes souvent pétris de préjugés de race, et en tout cas très rarement interracialistes au sens où l'entend Manisha Sinha (prêts à militer de concert avec des Noirs et à refuser les distinctions de couleur), ne peuvent être négligés dans une histoire où leurs efforts, s'ajoutant à ceux des militants aux idéaux plus purs, ont contribué à la grande recomposition politique des années 1840 et 1850 menant à la guerre de Sécession (SINHA 2016 ; REDIKER 2017 ; REDIKER 2019).

7. Pour une histoire du mouvement Black Lives Matter, voir CÉLESTINE & MARTIN-BRETEAU 2016 : 15-39 ; LOWERY 2016.

Entre 1754 et 1830, si les motifs des antiesclavagistes sont divers au sein de la population blanche, leur sociologie couvre également un large spectre. Dès l'origine, les personnes de condition modeste, noires comme blanches, sont largement représentées au sein des réseaux militants. La situation est plus complexe du côté des Blancs, puisque l'antiesclavagisme se répand au sein des élites conservatrices au moment de la Révolution, puis lors de la fondation de la nation, un moment où elles s'identifient au parti fédéraliste⁸ opposé aux démocrates-républicains : ainsi face à Thomas Jefferson – père fondateur raciste, auteur de la Déclaration d'indépendance, qui ne recherchera pas l'abolition de l'esclavage –, d'autres grandes personnalités politiques, Alexander Hamilton ou John Jay, fondent des sociétés antiesclavagistes, font passer des lois d'abolition dans leur État et donnent naissance à des dynasties de notables antiesclavagistes comme les Jay (GELLMAN 2022). Face au pacte conclu au sein du parti démocrate-républicain entre ouvriers et artisans modestes du Nord, planteurs et fermiers du Sud, ces fédéralistes vont progressivement perdre les rênes du pouvoir au début du XIX^e siècle, mais pas le sens de l'engagement (RILEY 2016). Le plus célèbre d'entre eux, John Quincy Adams, président des États-Unis de 1824 à 1828, consacrera toute la fin de sa vie au combat contre l'esclavage et pour la liberté (UNGER 2012).

Le terme choisi dans cet ouvrage d'« antiesclavagisme » offre une plasticité que l'on ne retrouve d'ailleurs pas dans le terme « abolitionnisme », comme le signale David Brion Davis (DAVIS 1975 : 23). Beverley Tomek, dans un ouvrage récent, plaide également pour une lecture très large de l'antiesclavagisme états-unien. Un abolitionniste s'engage à abolir quelque chose de précis – la traite atlantique par exemple, que la Grande-Bretagne interdit en 1807 et les États-Unis en 1808 –, alors qu'un antiesclavagiste s'oppose à l'esclavage, sans nécessairement exiger son interdiction immédiate : il peut en demander l'abolition graduelle, mais il peut également proposer, voire organiser le renvoi des personnes d'origine africaine vers ce continent... Les antiesclavagistes états-uniens n'étaient pas tous des « amis des Noirs », loin s'en faut ; ils pouvaient même concilier leur opposition à l'esclavage et une idéologie raciste, surtout après 1815 (TOMEK 2011 : XIV-XX, I, 3, 4-5). Parce qu'ils n'étaient pas tous des radicaux désireux de transformer en profondeur la démocratie américaine, les antiesclavagistes nord-américains blancs furent-ils pour autant des révolutionnaires réformistes (révolutionnaires dans les objectifs, réformistes dans leurs méthodes), comme le postule

8. Le parti fédéraliste, issu des débats constitutionnels de 1787 et 1788, prônait une démocratie de la déférence, au sein de laquelle les élites guideraient la nation. Les démocrates-républicains firent leur apparition plus tard, au moment de la naissance de la République française en 1792. Ils se réclamaient d'une république davantage tournée vers le peuple.

Olivier Grenouilleau dans *La révolution abolitionniste?* (GRENOUILLEAU 2017). De même qu'il paraît difficile d'intégrer tous les antiesclavagistes nord-américains dans le moule politique du radicalisme, il semble pareillement difficile d'en faire seulement des révolutionnaires réformistes, ne serait-ce que dans le choix de leurs méthodes d'action. Certains antiesclavagistes – comme Benjamin Lay, militant virulent dont Marcus Rediker a récemment écrit une biographie – relèvent vraiment du vocable anglo-américain « radical » (REDIKER 2019); d'autres – tel John Jay, le gouverneur fédéraliste de New York, qui soutint en 1799 le passage de la loi d'émancipation graduelle de New York – pourraient effectivement être qualifiés de réformistes. Pour d'autres encore, comme le fondateur de l'American Colonization Society, Robert Finley, qui proposa de renvoyer en Afrique les Noirs libérés par leurs maîtres, le débat sur leur antiesclavagisme réel est encore ouvert. Même si la thèse d'Olivier Grenouilleau est séduisante, dans la mesure où elle veut saisir les ambiguïtés propres à l'antiesclavagisme blanc, elle ne s'adapte qu'imparfaitement au contexte nord-américain des années 1754-1830. L'abolition graduelle, majoritairement choisie dans les États du Nord, et envisagée parfois ailleurs, n'a au départ rien d'une proposition radicale et c'est bien pour cela qu'elle est adoptée; mais ses conséquences vont bien l'être et très rapidement, puisque de très nombreux esclaves sont libérés par anticipation et constituent une population libre s'instruisant et s'organisant de manière aussi autonome que fière.

Quant aux Africains-Américains évoqués dans les pages du livre, ils seraient bien difficiles à classer selon ces catégories très formelles de réformistes ou radicaux: rebelles fuyant les plantations ou prenant la tête d'insurrections, hommes et femmes libres menant des vies laborieuses dans les grandes villes du Nord, victimes de discrimination mais aussi auteurs, pasteurs et organisateurs, ils sont bien évidemment tous antiesclavagistes (et si les esclaves n'ont pas souvent la parole, ils s'expriment en fuyant, en rachetant leur liberté, en se révoltant), quels que soient leur statut, leur position sociale ou leur degré d'instruction. Ce qui n'empêche pas certains d'entre eux, parfois, de trahir pour de l'argent leurs frères de « race » fuyant le Sud, en révélant leur cachette aux chasseurs d'esclaves. Pour les militants africains-américains, acharnés à rappeler aux autres Américains l'importance du principe d'égalité inscrit dans la Déclaration d'indépendance, la meilleure appellation serait peut-être celle de « républicains noirs »: si le terme de « république » est lui aussi controversé aujourd'hui, il est bien certain qu'entre 1754 et 1830 se construit la république américaine, alors seul régime non-monarchique durable du monde occidental explicitement fondé sur des principes de liberté, d'égalité et de bonheur universels. Les Africains-Américains ne résistent pas à la tentation de s'en réclamer.

Une histoire ancrée dans les particularités de l'expansion nationale des États-Unis

Pour suivre l'histoire de cette première opposition à l'esclavage et à la discrimination, il est indispensable de l'insérer dans le contexte peu prévisible en 1775, au début de la guerre d'Indépendance, d'une nation ne cessant de s'étendre à travers le continent. Les États-Unis doublent en effet de surface en 1783 puis en 1803, à la suite de négociations internationales. En 1783, les États-Unis obtiennent de vastes régions au-delà des Appalaches de leur ancienne métropole. En 1803, Napoléon Bonaparte leur vend la Louisiane. Les négociations reprennent au début du XIX^e siècle, l'Espagne cédant la Floride par le biais du traité Adams-Onís de 1819. Sur le plan économique, rien ne laissait non plus prévoir l'invention de l'égreneuse à coton qui permit l'explosion de sa culture aux États-Unis, où elle n'était jusqu'alors pas très répandue, à l'heure d'une forte demande internationale (BECKERT 2015). Ces évolutions sont la cause directe d'un regain de l'esclavage après 1794, connu sous l'appellation «second esclavage», qui complique sérieusement les efforts des antiesclavagistes à la fin du XVIII^e siècle, un moment où ils pensaient que la partie pouvait être gagnée.

La République états-unienne du début du XIX^e siècle est donc en pleine expansion : alors que les colonies britanniques d'Amérique du Nord ne comptent environ qu'un million et demi d'habitants en 1754 (dont 20 % d'esclaves et une poignée de Noirs libres) quand les quakers de Philadelphie entament leur campagne d'abolition de l'esclavage, la population des États-Unis se monte à presque 13 millions en 1830 (dont plus 20 % d'esclaves et 200 000 Noirs libres) à la veille du début de la campagne abolitionniste immédiatiste. Cette population, noire et blanche, s'avance vers l'Ouest : c'est pour bien rendre cette mobilité que *Noirs et Blancs contre l'esclavage* propose une histoire «spatiale» de l'antiesclavagisme, ancrée dans les réalités territoriales et politiques de l'époque. En effet, ce livre n'est pas seulement une histoire intellectuelle et ou politique qui offrirait une lecture désincarnée des évolutions de l'argumentaire antiesclavagiste états-unien.

Pour la même raison, ce livre n'est pas une histoire transnationale de l'antiesclavagisme. La dimension internationale du mouvement était initialement au cœur de l'étude, mais cette question de l'«internationale antiesclavagiste» est progressivement apparue bien caractéristique d'une décennie particulière, les années 1780, et non des autres (BÉNOT 2001 ; OLDFIELD 2013). Au début des recherches, l'étude de ce moment transnational a nourri certains de mes travaux, jetant une lumière nouvelle sur les écrits et l'action de militants transnationaux de l'antiesclavagisme, tels l'écrivain et diplomate Crèvecoeur

ou Brissot, fondateur de la Société des Amis des Noirs en 1788. Cette perspective transnationale, ou plus précisément transatlantique, si elle était devenue un axe central de l'ouvrage, aurait privilégié l'action d'intellectuels, militants et hommes d'État européens et euro-américains, au détriment des « Fondateurs noirs », militants noirs libres antiesclavagistes qui ont toujours joué aux États-Unis un rôle majeur. Gommant les différences nationales, cette approche lissait le processus antiesclavagiste, alors que le présent ouvrage insiste sur la spécificité du phénomène aux États-Unis.

Sans souscrire à des thèses exceptionnalistes, assez courantes en histoire nord-américaine, où les historiens ont longtemps aimé écrire l'histoire de leur pays comme s'il n'avait pas d'équivalent, il a semblé beaucoup plus important d'éclairer un lecteur français ou francophone sur la nature particulière de l'entreprise antiesclavagiste nord-américaine. L'histoire de l'antiesclavagisme nord-américain est, presque depuis ses origines, une histoire de Noirs et de Blancs qui s'opposèrent à une institution abominable autour de laquelle l'économie de leur pays ne cessa de mieux s'arrimer au fil des décennies.

Historiographie et sources

L'historiographie du mouvement antiesclavagiste puis abolitionniste a une longue histoire, qui remonte au milieu du XIX^e siècle, quand des personnalités du mouvement commencèrent à écrire sur un mode héroïque l'histoire des premiers auteurs et militants antiesclavagistes, tels Sandiford, Lay ou Benezet, actifs bien avant la Révolution américaine (VAUX 1815 ; VAUX 1817)⁹. Si cette tendance se poursuit juste après la guerre de Sécession, l'écriture de l'histoire de l'esclavage et de l'abolition est dominée à compter de la fin du XIX^e siècle par une vision sudiste, selon laquelle les antiesclavagistes étaient des fanatiques qui ont précipité le pays dans une guerre fratricide inutile. On ne prête guère d'attention alors aux antiesclavagistes noirs, qui tombent dans l'oubli, sauf dans la communauté africaine-américaine, ségréguée à la fois dans sa vie et dans ses publications scientifiques. Ce n'est qu'à partir des années 1960, le mouvement des droits civiques aidant, que les antiesclavagistes, combattants de la liberté, font figure d'inspirateurs et d'inspiratrices. Grâce à un historien africain-américain, Benjamin Quarles, on redécouvre même les militants noirs (QUARLES 1991 [1969]).

9. Pour une introduction générale de l'historiographie de l'abolitionnisme en français, voir ROY 2018.

En parallèle de l'historiographie de l'esclavage, celle de l'abolition se développe des années 1970 aux années 1990, mais elle met l'accent sur les années 1830 à 1860. À compter des années 2010 s'opère une évolution très nette dans la chronologie du mouvement. Les nouvelles synthèses, telles celles publiées par Patrick Rael ou Manisha Sinha, font une large place à l'antiesclavagisme des périodes de la Révolution et de la fondation de la nation. Dans *The Slave's Cause*, paru en 2016, Manisha Sinha renoue d'une certaine façon avec l'historiographie héroïque des premiers temps et décrit les antiesclavagistes comme une coalition interracial et radicale : par l'adjectif « radical », elle entend une volonté d'installer une réelle démocratie en Amérique, sans exclusion (RAEL 2015 ; SINHA 2016 : 1-3).

Si les années 1750-1830 ont maintenant été intégrées au récit général de la geste abolitionniste, cette période spécifique, longtemps négligée par les historiens, bénéficie depuis une dizaine d'années d'un intérêt renouvelé des spécialistes de l'antiesclavagisme, comme le rappelle Paul J. Polgar dans un ouvrage récent. Lui-même postule que l'on peut discerner, dès les années 1780, lors de la formation des sociétés antiesclavagistes des grandes villes du Nord, l'interracialisme, l'abolitionnisme intransigeant rapprochant Noirs et Blancs qu'a décelé Manisha Sinha dans les sociétés immédiatistes actives à compter de 1832 (POLGAR 2019 : 1-20)¹⁰. Cherchant davantage à saisir la nature particulière de l'antiesclavagisme de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle, Richard S. Newman, à travers plusieurs ouvrages et anthologies, a mis en avant le rôle et l'action des « Fondateurs noirs » auxquels il est fait référence plus haut, anciens esclaves souvent, qui, face à la discrimination, organisèrent et défendirent leur communauté, en particulier par le biais de l'écrit¹¹.

D'autres historiens, Maurice Jackson, Geoff Plank, Brycchan Carey ou Gary Nash, ont remis à la mode les quakers de Philadelphie, pionniers de l'antiesclavagisme. Nash, en particulier, a retracé précisément l'itinéraire de Warner Mifflin, l'un des quakers les plus militants des années 1790, pour rappeler les difficultés auxquelles furent confrontés les antiesclavagistes lors de la première décennie de l'État fédéral. Le présent ouvrage se situe dans la continuité de ces travaux dont il poursuit et nuance la réflexion. Sans distinguer radicalement les « Fondateurs noirs » des militants blancs,

10. Pour un exemple de ce peu de cas accordé aux années 1750-1830 jusqu'à récemment, voir STEWART 1996 [1976]. Sur la structure « dichotomique » de l'historiographie avant l'ouvrage central de Manisha Sinha en 2016, voir POLGAR 2011 : 229-258.

11. Richard S. Newman est l'auteur de l'expression « Black Founding Fathers » (par opposition aux « Fondateurs blancs » tels que Washington et Jefferson). Elle apparaît en 2007 dans l'introduction d'un « Forum » du *William and Mary Quarterly* consacré aux « Fondateurs noirs dans la jeune république » (NEWMAN & FINKENBINE 2007 : 83-94 ; NEWMAN 2008 : 22).

cette étude considère cependant que la communauté africaine-américaine donna progressivement à la question de l'émancipation une dimension supplémentaire. En remettant en cause, dès la Révolution américaine, la nature réellement démocratique d'un régime raciste, les penseurs africains-américains incarnèrent les Lumières noires des Amériques (JACKSON 2009; CAREY 2012; PLANK 2012; NASH 2017).

Cet ouvrage puise également dans les travaux les plus récents sur l'histoire politique de la jeune république américaine entre 1775 et 1830. En effet, les historiens du politique des années 1776 à 1830 ont permis de redécouvrir la place centrale de l'antiesclavagisme, et plus généralement des débats sur l'esclavage lors de la création des institutions fédérales et locales. Pour cela, les historiens se sont intéressés à la place de l'esclavage dans la rhétorique politique révolutionnaire et post-révolutionnaire dans le débat constitutionnel de 1787. Ils ont mis en avant les discussions accompagnant l'arrivée du Missouri comme État esclavagiste au Congrès de 1819 à 1821, mais également celles de l'assemblée de l'Illinois en 1823 et 1824, de même que certains hommes politiques antiesclavagistes longtemps négligés comme Edward Coles (EGERTON 2009; WALDSTREICHER 2009; VAN CLEEVE 2010; GUASCO 2013). Ces travaux préalables ont permis d'ancrer la présente recherche dans le socle des débats politiques états-uniens et de relier ce livre aux réflexions qui avait présidé à une première monographie sur la jeune république américaine, *Le ferment nationaliste* (ROSSIGNOL 1994).

Un des champs de la connaissance qui a le plus bénéficié du travail des historiens et historiennes ces vingt dernières années demeure la question des processus d'émancipation graduelle du Nord, comme la formation de communautés africaines-américaines de plus en plus autonomes qui l'a accompagnée. Les études locales se sont multipliées (sur l'État de New York, le New Jersey, la Pennsylvanie), comme les biographies de personnalités majeures noires, telles que James Forten ou Richard Allen (HORTON 1976; HODGES 1999; WINCH 2002; GELLMAN 2006; NEWMAN 2008). L'histoire de l'expansion vers l'Ouest dans ces années a également été revue à l'aune de la question de l'esclavage. Déjà redéfinie et considérablement réorientée dans les années 1990 pour rendre aux autochtones leur juste rôle, elle se double aujourd'hui d'une histoire de l'expansion de l'esclavage vers l'Ouest (ROTHMAN 2005; HAMMOND 2007). Plus récemment, et fort justement, l'esclavage a été remis au cœur de l'histoire économique des États-Unis au XIX^e siècle (BAPTIST 2014). Si cette dimension économique est peu présente dans un ouvrage centré sur des militants, leurs idées et leur action, elle transparait à de nombreux moments du présent ouvrage.

Les sources de la présente étude sont multiples : textes politiques américains fondateurs (Déclaration d'indépendance, Constitution, etc.), débats